

Quelle gauche et quelle droite pour la campagne de 2007 ?

Par Etienne Schweisguth directeur de recherche au CEVIPOF (CNRS/Sciences Po)

1. Le clivage droite-gauche : poursuite de l'affaiblissement ou résurrection?

Le clivage entre la droite et la gauche a manifestement perdu de son intensité par rapport aux années 1970, période durant laquelle il prenait la forme d'un affrontement manichéen entre projets de société antagoniques. Le processus d'homogénéisation culturelle et sociale qu'a connu la société française au cours de la seconde moitié du vingtième siècle semble s'être traduit par une relative homogénéisation idéologique. Les positions des grands partis de gouvernement sont souvent très proches sur de nombreux sujets.

La proportion des électeurs qui ne se reconnaissent ni dans la gauche ni dans la droite semble être en augmentation, tout particulièrement dans les jeunes générations. Cependant, malgré les manifestations de désaffection ou de protestation d'une partie de l'électorat, qui se sont traduites par la montée de l'abstention et du vote pour les extrêmes, c'est toujours aux partis de la gauche modérée ou de la droite modérée que les électeurs ont confié le pouvoir jusqu'à présent.

L'élection de 2007 va-t-elle voir la continuation de cette tendance à la convergence idéologique, ou bien sera-t-elle marquée à l'inverse par un accroissement de l'écart idéologique entre les grands partis ? Répondre à cette question nécessite de garder présent à l'esprit que l'axe droite-gauche ne correspond pas à une dimension idéologique unique mais à au moins deux grandes dimensions très différentes et indépendantes l'une de l'autre.

2. Les deux grands domaines de clivage entre la droite et la gauche

Au cours du XXème siècle, l'affrontement entre la droite et la gauche a, pour l'essentiel, porté sur trois grands domaines : la question religieuse, la question de l'organisation économique et sociale, et les questions de société relatives à la sécurité et à l'immigration.

En ce qui concerne la question religieuse, l'intensité de la pratique religieuse demeure un important facteur explicatif des choix électoraux. En revanche, les enjeux religieux sont aujourd'hui peu présents dans la controverse politique. S'agissant de la question scolaire, la ligne de front semble avoir atteint son point d'équilibre. Quant aux questions relatives aux mœurs, les droits des homosexuels par exemple, elles semblent devoir n'occuper qu'une place secondaire dans la campagne qui s'annonce. Restent donc deux domaines

essentiels de l'affrontement entre la droite et la gauche : le domaine socio-économique et celui des questions de sécurité et d'immigration.

Dans le domaine socio-économique, les positions de la droite et de la gauche ont beaucoup changé au cours du XX^{ème} siècle et, notamment, depuis 1981, date de l'arrivée de la gauche au pouvoir. La droite et la gauche se sont considérablement rapprochées, toutes deux emportées par la vague libérale de la mondialisation. Cette proximité des positions sur les questions économiques n'empêche pas, cependant, que ces dernières demeurent des enjeux capitaux des élections, les électeurs étant en la matière plus soucieux des résultats effectifs que des moyens utilisés pour les atteindre. Aussi bien les différences qui subsistent entre droite et gauche sur ces sujets ont-elles beaucoup d'importance aux yeux des électeurs.

Depuis 1981, un nouveau thème est apparu dans la controverse politique : il concerne tout ce qui a trait aux questions de l'ordre public, de la délinquance et de l'immigration, ces trois problèmes étant souvent assimilés les uns aux autres. Ces thèmes ont fortement contribué à remettre en lumière un axe idéologique sous-jacent et permanent que l'on peut appeler l'axe des valeurs humanistes universalistes ou l'axe opposant la société ouverte à la société fermée. Son pôle de gauche se définit par l'accent mis sur le principe de l'égalité de valeur et de dignité entre les individus. Son pôle de droite se définit au contraire par l'accent mis sur les différences de valeur entre individus. Celles-ci peuvent se manifester par des différences de mérite individuel, ou par des différences de conformité aux règles morales et sociales. L'idée de la différence de valeur est parfois aussi appliquée à la différence de valeur supposée entre groupes humains, que ceux-ci soient définis par la couleur de leur peau, leur origine géographique ou leur religion. Certains tendent ainsi à opposer les « Français de souche » aux « immigrés », faisant entrer dans cette dernière catégorie aussi bien les étrangers que les Français issus de l'immigration.

3. Le jeu sur les deux dimensions de l'axe droite-gauche

Situer un électeur sur l'axe droite-gauche nécessite en fait de le situer par rapport à ces deux dimensions : la dimension socio-économique et la dimension sécurité-immigration. Or, de nombreux électeurs se situent à gauche sur une dimension mais à droite sur l'autre. Dans les milieux aisés, on a ainsi tendance à accepter un certain degré de libéralisme économique tout en adhérant à des valeurs humanistes ou universalistes sur les questions de société. Dans les milieux populaires, on est au contraire plus sensible aux thèmes de la protection sociale et de la réduction des inégalités, en même temps que l'on est davantage porté aux mesures répressives et à la dévalorisation des immigrés.

Les électeurs sont généralement obligés de se déterminer en fonction de l'une ou de l'autre de ces deux dimensions. Un certain nombre d'électeurs appartenant aux catégories populaires votent ainsi pour le Front National au premier tour des élections pour exprimer leurs aspirations sécuritaires ou leurs sentiments xénophobes, puis votent au deuxième tour pour la gauche qui leur paraît mieux à même de défendre leurs intérêts économiques et sociaux.

Un homme politique expérimenté a conscience de cette dualité idéologique des électeurs. Il sait que certains segments de l'électorat accorderont beaucoup d'attention à certaines de ses positions et peu à d'autres. Cela peut l'amener à ne pas craindre d'aller à l'encontre des résultats des sondages d'opinion. L'exemple de François Mitterrand pendant

la campagne électorale de 1981 est en cela un cas d'école. Lorsqu'il prit position contre la peine de mort, alors que l'opinion y était massivement favorable, il savait qu'il ne risquait pas de perdre le vote des catégories populaires puisque celle-ci attendaient essentiellement de son élection une amélioration de leur situation en matière d'emploi et de niveau de vie. Il s'attirait en même temps la sympathie des milieux moyens et supérieurs, sensibles aux valeurs humanistes.

4. L'hypothèse de la crise idéologique de la gauche

Abandon de l'anticapitalisme...

Au cours des trois dernières décennies, l'idéologie de gauche a considérablement évolué dans le domaine socio-économique. Avant 1981, le marxisme représentait une référence obligée dans le discours du parti socialiste. Celui-ci ne prônait pas de réformer le capitalisme mais de le remplacer purement et simplement par le socialisme. La société était perçue à travers une grille de lecture valorisant hautement la conflictualité : la lutte des classes constituait une sorte de dogme. En un temps relativement bref, mais tardivement, il est vrai, par rapport aux autres pays d'Europe, tout ceci a disparu. La valorisation du conflit social a été remplacée par la valorisation de la recherche de la cohésion sociale et de la solidarité.

De ce point de vue, le parti socialiste a connu une véritable mue idéologique. Ses prises de position en faveur de la justice sociale étaient auparavant fondées sur la dénonciation de ce qui constituait l'essence du capitalisme, à savoir le profit. Ce dernier était conçu comme étant par nature illégitime, au mieux comme un mal nécessaire. Aujourd'hui la légitimité de la demande de justice sociale ne repose plus sur la disqualification pure et simple du profit mais sur les principes de l'égalité humaine et du droit de chacun à la solidarité et à une vie décente. Le libéralisme économique est combattu non pas parce que la recherche du profit serait intrinsèquement immorale, mais parce qu'elle ne débouche pas sur la réalisation du bien commun et que ses conséquences effectives peuvent se révéler inhumaines. Cette évolution avait conduit Lionel Jospin à la formule : « Oui à l'économie de marché, mais non à la société de marché ».

... mais persistance de l'étatisme

A travers ces changements, un élément fondamental de l'idéologie de gauche a cependant perduré : l'attachement au rôle de l'Etat. Longtemps l'Etat a disposé de très importants moyens pour intervenir dans le domaine économique. Sous la IV^{ème} République, par exemple, il était propriétaire de nombreuses entreprises, il contrôlait les mouvements des capitaux et des marchandises, et il administrait de nombreux prix. Il en est resté dans la tradition idéologique de gauche l'image d'un Etat dont la toute puissance ne devrait pas connaître d'autre limite que sa seule volonté.

Cette image s'est affaiblie, mais elle continue de constituer l'idéal de référence pour nombre d'électeurs ou de militants de gauche. Ceux-ci sont pris dans une contradiction. D'une part, ils ont renoncé à l'idée d'une économie administrée, dont l'exemple soviétique a montré l'inefficacité, et se sont ralliés au principe de l'économie de marché. Mais, d'autre part, ils continuent de souhaiter, dans un certain nombre de cas, une intervention étatique qui irait à l'encontre de la logique de marché. Le cas s'est présenté, par exemple, sous le

gouvernement Jospin, lorsque certains demandaient une intervention du gouvernement pour sauver l'usine Renault de Wilvorde en 1997 ou pour empêcher les licenciements aux usines Michelin en 2000. Si Lionel Jospin, qui souhaitait sans doute faire évoluer l'idéologie de son parti, a pu réaliser un important programme de privatisations, il s'est en revanche heurté à l'étatisme de son parti lorsqu'il a voulu faire admettre le principe que « l'Etat ne peut pas tout faire ».

Depuis, le parti socialiste est placé devant une alternative majeure, entre les termes de laquelle il s'est jusqu'à présent refusé à choisir. Ou bien il accepte que l'action de l'Etat s'inscrive dans les limites qu'impose l'acceptation des règles de l'économie de marché. Ou bien il maintient la référence au mythe d'une sorte d'Etat-démiurge capable de réaliser ses objectifs par la seule puissance de sa volonté. Dans la pratique gouvernementale, un compromis est toujours possible entre les deux termes de l'alternative. Mais le discours politique, pour être audible, doit être « porteur de sens » et indiquer de quel côté il met l'accent. La difficulté que semble rencontrer la candidate socialiste en 2007 est qu'une partie de ses électeurs potentiels semble ne plus adhérer au mythe de l'Etat-démiurge alors qu'une autre partie y reste attachée. La même coupure se retrouve pour une part à l'intérieur du parti socialiste lui-même et, également, entre les dirigeants du parti socialiste et ceux des autres formations de gauche. Si cette analyse est exacte, la situation actuelle est constitutive d'une crise idéologique de la gauche, semblable, mutatis mutandis, à celle qu'a connue le parti travailliste britannique à l'époque de Margaret Thatcher. Ségolène Royal a réussi à surmonter cette contradiction pendant la phase de désignation du candidat socialiste, en procédant par touches impressionnistes et en réussissant en quelque sorte à tenir à la fois le discours étatiste traditionnel et un discours plus social-libéral. L'inconnue de sa campagne est de savoir si elle réussira à maîtriser les deux termes contradictoires de cette équation sur la longue durée, dans le dialogue permanent avec l'opinion qu'implique une campagne de niveau national.

5. La cohérence d'un discours de droite

Une conception hiérarchique de la valeur de l'individu

Gauche et droite se différençaient jadis par leur position à l'égard de l'ordre établi. La gauche remettait en cause l'ordre des choses, en particulier l'ordre social. Elle refusait d'admettre que celui-ci soit l'expression d'une sorte d'ordre naturel ou divin des choses. A l'inverse, la droite se présentait comme défendant l'ordre naturel des choses, l'attachement à la libre entreprise allant de pair avec la défense des valeurs religieuses. La gauche pouvait ainsi apparaître comme le parti du changement ou du mouvement, la droite comme celui de l'ordre ou de la conservation.

De même que la gauche est passée d'un discours fondé non plus sur la dénonciation de l'illégitimité du système capitaliste mais sur l'affirmation de l'égale valeur et de l'égale dignité des individus humains, de même la droite modérée, dans la campagne que mène son candidat, est passée d'une thématique de la défense de l'ordre social, jadis menacé d'être bouleversé par les changements de structure proposés par la gauche, à une thématique fondée, comme celle de la gauche, sur une certaine conception de l'individu. Dans les deux cas, on est passé d'une vision du monde et d'une rhétorique centrées sur la société dans son ensemble, sur le conflit social pour la gauche et sur la notion collective d'ordre social pour la droite, à une conception beaucoup plus centrée sur l'individu. Cette évolution idéologique est en phase avec le changement à long terme des valeurs qui tend à

faire de l'individu en général – de sa vie, de sa sécurité, de son bien être et de son épanouissement physique et moral – la valeur cardinale des sociétés européennes. A l'intérieur de ce cadre commun, la différence entre la gauche et la droite porte sur le degré d'égalité de valeur reconnu aux individus.

La droite modérée, du moins dans son discours public, reconnaît le grand principe officiel de nos sociétés européennes selon lequel les (êtres ?) humains sont réputés d'égale valeur quelle que soit leur appartenance ethnique, nationale ou autre. Le conflit idéologique aujourd'hui porte sur le degré d'égalité de valeur que l'on reconnaît aux individus selon la manière dont ils se comportent effectivement. La gauche est davantage portée à nier les différences de mérite individuel et à affirmer, par exemple, le principe de l'égale valeur de chacun quelle que soit la réussite sociale qu'il a connue. Elle est également davantage portée à reconnaître une certaine valeur humaine, même à ceux qui contreviennent aux règles sociales. Dans les deux cas, l'explication de l'échec ou de la faute est mise plus sur le compte des conditions sociales qu'a connues l'individu que sur celui de sa responsabilité personnelle. La droite, en revanche, tend davantage à considérer que l'absence de réussite est la conséquence d'un manque de mérite individuel, c'est-à-dire d'un manque de valeur, et que les comportements d'incivilité ou de délinquance témoignent simplement d'un déficit de valeur morale de la part de leurs auteurs. La gauche a ainsi une conception plus égalitaire et la droite une conception plus hiérarchique de la valeur de l'individu.

En plaçant au premier rang de ses valeurs les notions d'initiative, d'effort, de travail et de responsabilité individuelle, la campagne de Nicolas Sarkozy est parfaitement en phase avec cette thématique.

Des valeurs porteuses de la cohérence d'un discours

Ces valeurs, désormais centrales dans le discours du candidat de l'UMP pour lui donner une nouvelle cohérence, tissent des liens avec d'autres thèmes qui permettent de toucher une grande variété d'électeurs. Elles font, par exemple, le lien avec la question du bien commun en expliquant que c'est par leur promotion que la France surmontera ses difficultés économiques, et donnent ainsi une tonalité positive et optimiste à sa campagne.

L'accent mis sur la responsabilité individuelle est évidemment en phase avec l'une des grandes préoccupations des électeurs, qui est celle de la sécurité. Là où la gauche doit tenir un discours équilibrant les impératifs de la prévention et ceux de la répression, le candidat de la droite modérée peut tenir un discours simple, et qui porte donc facilement, en désignant clairement les responsables des désordres et en appelant à les sanctionner. Il rejoint de cette manière le thème classique de la défense de l'ordre social, en le faisant passer du domaine de la défense de la hiérarchie sociale instituée à celui de la défense de l'ordre public.

La thématique de la hiérarchie de valeur entre les humains permet également d'atteindre certains segments de l'électorat qui ont tendance à ne pas toujours accepter le principe que les individus sont d'égale valeur quelle que soit leur origine. Si un certain nombre de propos du candidat de l'UMP qui ont défrayé la chronique (« karcher », « racaille ») peuvent être compris comme stigmatisant uniquement les auteurs d'actes délictueux, ils sont également vraisemblablement compris par un certain nombre d'électeurs comme des propos dévalorisants à l'égard d'une grande partie des jeunes appartenant à la population issue de l'immigration.

6. Quand la triangulation traverse l'Atlantique

Au sens originel du terme, la triangulation est une technique mathématique de mesure des distances à partir de points éloignés les uns des autres. Dans le champ politique, cette expression désigne maintenant le procédé consistant non pas à délégitimer un thème utilisé par l'adversaire, mais au contraire à s'approprier ce thème tout en lui donnant une réponse différente de celle de l'adversaire. « Les problèmes, dit par exemple Ségolène Royal, ne sont ni de gauche ni de droite, mais les solutions le sont. » D'abord utilisée par Bill Clinton et par Tony Blair, cette technique arrive maintenant en France, signe parmi d'autres de l'américanisation de la vie politique française. Elle est utilisée aussi bien par la candidate socialiste que par le candidat de l'UMP.¹

Au nom de ses valeurs humanistes, la gauche a longtemps voulu aborder les problèmes de la délinquance à travers une analyse des déterminants sociaux de la délinquance plutôt que de s'en tenir à une pure et simple condamnation morale des délinquants et à une démarche punitive. L'ampleur prise par le problème de la délinquance l'a amenée à changer son discours. Premier ministre, Lionel Jospin avait déjà réhabilité la notion d'ordre. Par ses propositions de soumettre les jeunes délinquants à un « encadrement militaire », Ségolène Royal a procédé à ce que l'on peut considérer comme une opération typique de triangulation, consistant à reprendre un thème de l'adversaire, afin de ne pas lui en laisser le monopole, tout en lui donnant une solution différente. Après le choc causé par ses premières déclarations, qui visait à montrer l'importance qu'elle accordait à ce thème, elle en a en effet donné une interprétation conforme à l'idéologie de gauche, expliquant qu'il s'agirait par exemple d'un travail humanitaire effectué sur le continent africain.

Nicolas Sarkozy, quant à lui, ne se prive pas d'avoir recours à des thèmes de gauche qu'il intègre dans un discours de droite. Il reprend à son compte les grands ancêtres de la gauche. Il vole à Arlette Laguiller sa référence aux « travailleurs » et déclare que ce mot doit être réhabilité. Il explique que, selon lui, l'Etat doit jouer un rôle important, par exemple pour aider les travailleurs méritants à accéder à la propriété.

Si chacun des deux candidats cherche à pêcher des voix dans le vivier de son adversaire et dans le vaste lac des indécis, le brouillage apparent des lignes idéologiques est ainsi loin d'être total : il peut recouvrir des logiques qui ne doivent rien à une quelconque confusion intellectuelle.

7. Une question sur la campagne électorale

Le programme de l'UMP comporte une proposition novatrice et audacieuse, consistant à réformer le Code du travail en s'inspirant du rapport Cahuc-Kramarz sur l'emploi. Il s'agirait de supprimer l'ensemble des divers contrats de travail existants au bénéfice d'un contrat de travail nouveau et unique assouplissant les règles du licenciement et prévoyant en même temps des indemnités de licenciement d'autant plus importantes que le salarié est resté plus longtemps dans la même entreprise. Selon ses promoteurs, une telle mesure favoriserait l'emploi en levant les hésitations des employeurs à embaucher en même temps qu'elle offrirait aux salariés des garanties contre les licenciements abusifs. Elle contribuerait ainsi à la baisse du chômage.

Quelle place cette proposition tiendra-t-elle effectivement dans la campagne du candidat de l'UMP ? En en faisant un élément essentiel de son programme, il contribuerait

¹ On lira avec intérêt sur ce sujet le chapitre 7 du livre de Gérard Grunberg et Zaki Laïdi, *Sortir du pessimisme social*.

à élargir l'éventail idéologique, au risque de se faire accuser de libéralisme économique. Jusqu'à présent, aucun candidat de droite à l'élection présidentielle n'a osé franchir un tel pas. Le premier ministre, Dominique de Villepin, lors des débats sur le CNE et le CPE, n'a jamais voulu avoir explicitement recours à l'argument « libéral » selon lequel une plus grande facilité à licencier lèverait les hésitations des patrons à embaucher et serait ainsi un élément de la lutte contre le chômage. En reléguant cette proposition de réforme à une place secondaire, le candidat de l'UMP resterait dans la tradition de la droite modérée qui s'est toujours refusée à remettre explicitement en cause, sur ce point, la tradition étatiste de la protection de l'emploi qui déborde de beaucoup le seul périmètre de l'idéologie de gauche.

Quelle sera la réaction de la candidate socialiste face à cette proposition figurant dans le programme du parti dont son adversaire est le président ? En campant sur la défense du statu quo, elle pourrait donner comme thème phare à sa campagne celui de la protection de l'emploi par l'Etat et faire de la question du rôle de l'Etat la base d'un affrontement droite-gauche. En continuant de faire référence aux modèles scandinaves de « flexicurité », elle se rapprocherait de la position de son concurrent et contribuerait à la poursuite du mouvement de convergence idéologique entre les grands partis.

Des choix que feront sur ce sujet les deux candidats dépendra ainsi en partie le sentiment que pourront avoir les électeurs d'une continuation de la tendance à l'affaiblissement du clivage droite-gauche ou au contraire de son renforcement.